

Objektyp: **TableOfContent**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **146 (2001)**

Heft 5

PDF erstellt am: **27.09.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

<http://www.e-periodica.ch>

SOMMAIRE

Mai 2001

	Pages
Message du conseiller fédéral Schmid	3
Editorial	
■ Il faut sauver l'Armée XXI	6
Politique étrangère	
■ Sécurité par l'engagement international	8
Neutralité	
■ Une vache sacrée?	12
Opinion	
■ Pour une réflexion dépolitisée sur la coopération	16
Armée XXI	
■ Révision partielle de la Loi militaire	19
■ Accords militaires internationaux	24
L'invité alémanique	
■ Le PARP	30
Partenariat pour la paix	
OSCE	
■ Inspecteur de l'OSCE en Bosnie-Herzégovine	34
■ Commandant des Bérets jaunes en Bosnie	38
Dossier « Yougoslavie »	
■ Kosovo: impression et témoignages (2)	42
ONU	
■ Béret bleu au Moyen-Orient	47
Courrier des lecteurs	
Dossier « Caucase »	
■ La Géorgie dans l'œil du cyclone (2)	52
SSO: comité central	
RMS-Défense Vaud	

La coopération, une base solide pour l'avenir

Armée XXI, Protection de la population XXI, DDPS XXI... l'objectif de ces grandes réformes est simple: il s'agit de remplir, de manière optimale, nos missions constitutionnelles. Ce but, nous pourrions l'atteindre par une coopération renforcée, avant tout avec ceux qui contribuent à notre sécurité en Suisse et, lorsque c'est nécessaire, avec nos partenaires étrangers.

Aujourd'hui, nous ne pouvons plus nous permettre un appareil de défense surdimensionné. Plus petit, notre système devra être capable de faire face à un éventail de risques élargi: catastrophes, criminalité, guerre de l'information, prolifération, conflits régionaux, sans oublier la possibilité – lointaine – d'une agression militaire frontale contre la Suisse. Par ailleurs, les crises régionales n'épargnent pas notre pays, comme nous l'avons vu avec les conflits de l'ex-Yougoslavie. C'est pourquoi nous devons être en mesure d'engager des moyens dans des opérations de paix sur le terrain, lorsque c'est dans l'intérêt de la Suisse. La coopération est indispensable si nous voulons maintenir la crédibilité de nos structures de défense, les faire travailler ensemble, les rendre «interopérables» et en faire des instruments performants et dynamiques.

Coopérer, c'est le sens qu'il faut donner à la révision partielle de la Loi sur l'armée et l'administration militaire, sur laquelle le peuple se prononcera le 10 juin prochain. La coopération dans le domaine de

l'instruction est devenue aujourd'hui une nécessité. Par exemple, l'armée peut profiter de vastes terrains d'exercice à l'étranger – qui n'existent plus en Suisse – pour l'instruction des formations. En échange, nous pouvons mettre certaines de nos infrastructures, comme des simulateurs, à disposition d'autres pays. Notre armée, nos cadres et nos soldats peuvent également juger de leurs capacités en se comparant aux autres. Enfin, cette forme de coopération permet de renforcer l'interopérabilité avec nos partenaires. Elle rend la réalisation d'opérations de paix communes tout simplement possible.

Mais, sur le terrain, il ne faut pas constituer une charge pour ses partenaires. Aujourd'hui, les soldats suisses envoyés à l'étranger, dans notre zone d'intérêts, ne sont pas armés. Ils ne sont pas en mesure d'assurer leur autodéfense. Ce n'est pas acceptable. S'il y a une chose que l'on ne délègue pas, c'est bien l'autodéfense! C'est pourquoi l'armement de nos soldats est indispensable. Je le souligne: il s'agit d'autodéfense, en aucun cas d'imposition de la paix!